



HAL
open science

Le besoin, comme nécessité de l'action

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Le besoin, comme nécessité de l'action. Pour une nouvelle théorie économique des besoins, Université des Sciences Sociales de Grenoble, Les Cours d'Economie, 1977. hal-03041963

HAL Id: hal-03041963

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03041963v1>

Submitted on 5 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le besoin, comme nécessité de l'action

Jacques Fontanel

Pour une nouvelle théorie économique des besoins

Université des Sciences Sociales de Grenoble
Les Cours d'Economie
Grenoble, 1977

Résumé : La course à l'efficacité maximale de la production nationale s'intéresse finalement peu ou pas assez à la satisfaction des besoins de tous les citoyens. L'efficacité prime tout, sans souci d'une réflexion profonde sur les attentes naturelles des hommes dans leur activité collective. La croissance économique ne prend pas en compte les inégalités croissances, les pollutions sociales et les dégâts sur l'environnement. Les fameux indicateurs, comme le PIB, cachent plus d'information qu'ils n'en contiennent sur la satisfaction des besoins. Les fins de l'homme ne font plus l'objet de recherches, puisque seules les production et consommation de biens et services sont pris en compte, sans souligner la pénibilité du travail, les libertés de choix non économiques et les solidarités nécessaires de toute entité. L'activité économique naît du besoin, mais elle modifie aussi leur intensité relative. La nécessité d'une réflexion en termes de besoin est réelle, mais les pouvoirs économiques et politiques s'y opposent pour conserver leurs formes de privilèges.

Summary: The race for maximum efficiency in national production ultimately pays little or no attention to satisfying the needs of all citizens. Efficiency takes precedence over everything, without concern for a deep reflection on the natural expectations of men in their collective activity. Economic growth does not take into account growing inequalities, social pollution and environmental damage. The famous indicators, such as GDP, hide more information than they contain on the satisfaction of needs. Human ends are no longer the subject of research, since only the production and consumption of goods and services are taken into account, without underlining the arduousness of work, the non-economic freedom of choice and the necessary solidarity of any entity. Economic activity is born out of need, but it also modifies their relative intensity. The need for reflection in terms of need is real, but the economic and political powers are opposed to it in order to maintain their forms of privilege.

Mots clés : Théorie des besoins, désir, PIB, public programmation
Need theory, desire, GDP, planning,

Depuis la dernière guerre mondiale, les économies capitalistes et socialistes négligent le combat idéologique ; elles préfèrent s'expliquer sur le terrain de la croissance économique. Le postulat fondamental des dirigeants s'énonce ainsi : plus le taux de croissance du produit national est élevé et plus l'efficacité de l'appareil économique est démontrée. Prouver aux hommes que le système économique utilisé ou pratiqué est le plus performant dans la production des choses devient la tâche essentielle des gouvernants, au point que très nombreux sont les individus qui croient en l'identité du taux de croissance maximal et du bonheur optimal. Tout se passe comme si l'impérialisme de l'économie avait définitivement vaincu les derniers poètes, la seule raison de vivre résidant quasi-exclusivement dans la création et la consommation des richesses. La décennie dans laquelle nous vivons a vu apparaître de nombreuses critiques d'une telle conception, mais il faut bien reconnaître que leur impact sur la décision économique a été d'une faiblesse regrettable. Les hommes se préoccupent plus de produire que de vivre, comme si la compétition économique remplaçait dans le quotidien les exploits des dieux du stade. On dirige le voilier France ou le paquebot soviétique vers le grand large, sans savoir toujours où se trouve la ligne d'arrivée. La seule chose qui passionne les gouvernants semble être de rattraper, de dépasser ou d'égaliser les autres nations. Une telle conception qui à l'heure actuelle prédomine dans les décisions gouvernementales de tous les pays du monde, constitue un non-sens particulièrement néfaste. Les économistes savent bien que le taux de croissance est un indicateur insuffisant, car il cache plus d'information qu'il n'en donne sur la "réalité" du développement économique d'un pays. Accroître la production devient un impératif ambigu, même si les situations de malnutrition et de sous-nutrition qui sévissent dans la plupart des pays sous-développés font apparaître la nécessité de la production des biens économiques. Or, une analyse plus complète montre que le développement quantitatif de la production nationale n'est qu'un indicateur parmi d'autres, qui doit être relié aux informations portant sur le type de croissance, la répartition des revenus ou la satisfaction des besoins. Certes, les économistes ont souvent essayé de faire

prévaloir une corrélation entre la croissance et la satisfaction des besoins des hommes et historiquement, si l'on se situe exclusivement au niveau quantitatif, il semble bien qu'ils aient raison. Cependant, il n'est pas certain que l'intensité des besoins soit constante et le rapport besoins satisfaits sur biens produits n'est sans doute pas supérieur à 1, ce qui pose le problème de la validation ou de la réfutation des lois de paupérisation relative et absolue de Karl Marx.

En réalité, la croissance, au moins dans les pays développés, est devenue extérieure à l'homme. Elle constitue un objectif en tant que tel, alors qu'elle ne devrait être qu'un moyen. Les procédures de planification sont orientées quasi-exclusivement vers le développement du taux de croissance de la production nationale et la réflexion des technocrates et des bureaucrates s'est fort peu exercée sur les fins de l'activité économique. Cette constatation ne soulèverait aucune critique si le pouvoir politique se dotait des moyens d'une réflexion systématique en la matière ; or, il apparaît, au moins dans les pays développés une confusion très regrettable entre les techniciens chargés d'une étude sur les moyens les fins étant fixées et les dirigeants chargés de définir les orientations et les objectifs d'une nation. Il en résulte une absence de réflexion sur les fins de la société et l'existence de croyances extra-scientifiques comme l'équivalence bonheur-croissance, grandeur du gâteau-partage équitable du gâteau, intérêt individuel ou intérêt du parti - intérêt collectif. Bien entendu il existe des critiques importantes sur ces fausses équivalences, mais au niveau de la décision, tout se passe comme si ces règles étaient indiscutables. Certes le postulat selon lequel plus le gâteau est grand et plus les parts peuvent être agrandies semble juste, mais il n'indique rien sur l'épaisseur relative des parts, sur l'égalité du partage ou sur les nouveaux manques qui vont apparaître du fait des envies et des effets de démonstration liés au progrès technique et aux inégalités. Tous les économistes sont persuadés que les inégalités sont les ressorts et le moteur de tous les systèmes économiques, même s'ils peuvent éventuellement s'opposer sur l'éventail des revenus. En fait, il ne semble pas qu'il existe en la matière le plus petit commencement de preuves à une telle allégation. Depuis Adam Smith, l'économique est considérée comme une valeur dominante et

le "social" n'est que le résidu d'un développement harmonieux et optimal des facteurs économiques. La politique sociale se présente alors à la fois comme un correctif nécessaire à la stabilité politique et comme un frein à la croissance. Une grande partie de la réflexion économique porte sur le "chemin" à suivre pour rendre optimale la croissance compte tenu des contraintes sociales. Les inégalités deviennent alors philosophiquement acceptables puisqu'il est postulé que les contraintes sociales se développent avec la croissance économique. Or, les inégalités croissent sans cesse et certains groupes sociaux cumulent les injustices. Le discours social tente alors de réduire ou de travestir l'information et la répression s'organise à la fois par une spécialisation accrue du travail et par le langage des objets. Que la croissance soit mal répartie, tout le monde en est conscient(1). Que le pouvoir soit la chose la plus mal partagée, personne ne le nie(2). Le postulat selon lequel la croissance économique entraîne nécessairement le progrès social réduit, définitivement semble-t-il, les critiques précédentes. L'efficacité prime tout. Or le postulat n'est pas démontrable et il semble bien, à la lumière des dernières décennies, qu'il soit faux dans la représentation des phénomènes économiques concrets. La croissance ne prend pas en compte la "pollution sociale"(3) et les inégalités croissantes augmentent les frustrations et la violence de la "lutte pour la vie". Le développement de l'inflation n'est qu'une manifestation des grincements de plus en plus insupportables du système capitaliste(4). La théorie économique dominante se réfugie derrière les courbes géométriques et les hypothèses et elle n'aime guère être dérangée par les faits. Les dirigeants et les économistes vivent de mythes(5) parce qu'ils

(1) Commissariat Général du Plan "Voies nouvelles pour la croissance" Comité Piganiol. p.16-17.

(2) ATTALI J : "La parole et l'outil". PUF, 1975. p. 201. ATTALI affirme qu'il y a "une inégalité dans le non-pouvoir".

(3) LORY B : "L'action sociale". Privat, 1975. p. 42 et s.

(4) MEISTER A : "L'inflation créatrice". PUF, 1975. "L'inflation serait un régulateur de l'équilibre du système social, c'est-à-dire d'un équilibre institutionnalisé des forces antagonistes (classes, organisations, mouvements) constamment menacé par les luttes qui le déchirent, les altercations qui le minent de l'intérieur et les pressions qu'il subit de l'extérieur, le système détient avec l'inflation un moyen de conserver l'équilibre... C'est une inflation systématique de régulation, d'adaptation du système socio-économique". p.11-12.

(5) DELEUZE G et GUATTARI F ("L'anti-OEdipe". Les Editions de Minuit 1975, dernière édition.) sous-titrent leur ouvrage : capitalisme et schizophrénie, indiquant ainsi clairement l'existence de mythes issus du système industriel en général.

n'ont pas suffisamment réfléchi sur les fins de notre société.

Les travaux de planification s'intéressent surtout aux indicateurs à tel point que l'objectif avoué de la plupart des responsables est l'élévation de un ou deux points du taux de croissance de l'économie nationale, sans faire référence (ou de manière très détournée) à la satisfaction des besoins. La machine économique marche toute seule : elle possède un objectif qu'il suffit de quantifier ; elle devient complètement extérieure à l'homme producteur et à l'homme consommateur. Il faut renverser ce mouvement "productiviste", car si l'équivalence croissance-satisfaction optimale des besoins n'est pas vérifiée, la science économique ne peut avoir pour justification que la lutte contre la rareté, c'est-à-dire l'insuffisance des thérapeuthiques aux "manques" fondamentaux des hommes. Il est curieux de constater à quel point l'analyse des besoins ne préoccupe guère les économistes, (malgré les très brillantes interventions durant cette dernière décennie), de sorte que certains d'entre eux considèrent cette étude comme extérieure à la discipline économique. Or, refuser à l'économiste la réflexion sur les besoins, c'est rejeter de l'économie toutes les fins, celles-ci devant être correctement conceptualisées et définies pour servir de boussole à tous les responsables de la gestion des facteurs économiques. La constatation du développement de l'intensité des besoins conduit nécessairement les économistes à introduire dans leurs schémas une étude aussi complète que possible des relations entre l'émergence d'un produit, la croissance de l'intensité d'un besoin et l'utilité sociale de l'activité nouvelle.

La rareté constitue l'élément fondamental qui fonde l'économie ; elle implique le travail social, source de lutte unique contre la disproportion des nécessités de la survie et les biens disponibles. Or, le travail des hommes n'est plus réalisé pour lutter contre la rareté, mais pour la recherche du profit maximum ou pour la compétition économique des deux systèmes. Il est clair que l'activité économique a été détournée de sa finalité et les économistes ne sont pas innocents en la matière, car ils ont toujours cherché a posteriori les justificatifs pseudo-scientifiques à des situations de rapport de forces conduisant à l'aveuglement social des fins de l'activité économique. Affirmer que la recherche du profit par

les unités décentralisées conduit à une situation économique-ment optimale constitue une déduction totalement dépendante des hypothèses sous-jacentes. Croire que le développement économique universel existe et suivre servilement jusque dans les objectifs du Plan central les traces des pays capitalistes plus évolués dans la production des choses, conduit le planificateur soviétique à ne se préoccuper des besoins concrets des hommes qu'en dernier ressort, lorsque la rareté dans un domaine devient telle qu'elle s'avère collectivement insupportable. En fait, les économistes utilisent des indicateurs qui sont biaisés. Il faut remettre la science économique dans le bon sens et s'intéresser enfin aux besoins des hommes. Il ne suffit pas de produire, encore faut-il que les biens soient socialement utiles. Il se pose alors le problème crucial du jugement de valeur, mais la non-détermination qualitative des besoins conduit nos sociétés à une impasse, l'insatisfaction devenant la règle dans un univers d'objets chargés de signes et de puissance. Refuser l'étude des besoins équivaut à accepter le système de production actuel, générateur de graves déséquilibres. Il est préférable de se poser honnêtement le problème de la correspondance de la production et des besoins concrets, même si une telle étude semble éloigner le chercheur d'une attitude scientifique. Nous affirmerons même que les modes actuelles en matière de recherche économique deviennent de plus en plus désincarnées, négligeant le fondamental pour se préoccuper d'éléments accessoires qui viennent ainsi s'accrocher aux branches d'une science dégagée de tout souci de finalité. Les modèles économétriques, les simulations, la rationalisation des choix budgétaires constituent incontestablement des progrès considérables de la méthode scientifique, mais la multiplication des travaux en la matière conduit les économistes à devenir de simples gestionnaires au détriment de leur activité philosophique traditionnelle. Le raisonnement ne sera pas plus scientifique parce qu'il utilise un appareillage mathématique complexe, car les pré-supposés idéologiques se glissent sournoisement dans les plus belles équations de comportement. La science économique doit prendre des risques et accepter de mettre au grand jour toute l'idéologie qu'elle charrie. Il lui faut donc revenir aux sources et donc aux besoins.

"Les fins ne font plus l'objet d'aucune recherche"(1). La seule finalité de la production est la consommation des biens. Or, l'étude approfondie de cette finalité"devrait constituer le préalable de toute l'analyse économique : comment apprécier un système d'organisation économique, et en particulier d'allocation de ressources rares, sans examiner d'abord ce qui constitue, selon les économistes eux-mêmes, sa finalité? S'agit-il bien d'une véritable finalité, indépendante de l'organisation elle-même? En réalité, les phénomènes de consommation ont été peu expliqués"(2). Les économistes se sont la plupart du temps contentés d'un schéma axé sur les besoins et limité à l'observation de la rareté relative."Ces besoins ne sont pas autrement analysés ; il est simplement concédé l'existence d'un certain domaine dit de tutélarisation dans lequel le système de décision politique peut définir des besoins permis, des besoins interdits, d'autres à encourager, d'autres à décourager, etc...; ces choix, qualifiés commodément de "politiques", effectués, les économistes réapparaissent pour étudier comment satisfaire des besoins donnés. Ainsi les phénomènes de consommation sont rejetés en marge de l'analyse économique, et cela depuis la grande tradition classique...Or, de même que l'analyse des rapports sociaux de production est indispensable à la compréhension des mécanismes de production, celle de la production sociale des besoins est indispensable à la compréhension des phénomènes de consommation"(3).

Cependant, les définitions du concept besoin sont nombreuses et il est bien difficile à l'heure actuelle d'échapper à la confusion terminologique qui est le signe le plus évident de l'absence de réflexion méthodique sur les besoins. Traditionnellement le besoin recouvre une notion existentielle évidente non conceptualisée. Depuis quelques années, il s'est avéré nécessaire de définir le besoin, d'autant que ce concept s'affirmait irremplaçable. Son emploi prête encore à confusion. La langue allemande distingue deux termes : *bedarf*, "qui renvoie à un sens empirique et descriptif, c'est-à-dire évoque pratiquement toute demande manifeste, et *bedürfnis* qui a un sens plus fondamental et désigne un manque essentiel. L'anglais marque aussi une nuance entre *need* qui correspond à peu près à toutes les interprétations que permet en français le mot besoin et *want* qui se réfère plus

(1) LACROIX J : "Sur l'ouvrage de M.HORKMEIMER" Le Monde. 4-5 Août 1974

(2) ATTALI J & GUILLAUME M : "L'anti-économique". PUF. 1974. p.125.

(3) Ibid. p.125 - 126.

particulièrement à sa dimension subjective. En français besoin veut tout dire ; on a besoin d'air pour respirer mais aussi de musique ou de considération sociale, de repos mais aussi de travail, on parle de besoins de main d'œuvre, de transport, de capitaux, etc..."(4). Le terme besoin fait référence à un état de tension ou de manque. Le besoin n'est pas le simple reflet de la rareté. L'air n'est pas rare, nous n'en avons pas moins besoin. L'économiste doit pourtant s'intéresser aux relations besoin-biens et donc faire intervenir la rareté et les biens (provisoirement ou non) gratuits. Le besoin fait référence à la survie, c'est-à-dire à tout ce qui est nécessaire à l'homme pour sauvegarder son intégrité physique et intellectuelle ; il renvoie à l'ensemble des "manques" irréductibles et vitaux. Le besoin ne doit donc pas être confondu avec la demande potentielle, encore moins avec la demande solvable. Malheureusement, la plupart des économistes confondent les besoins et la demande et réduisent de ce fait considérablement la portée d'une théorie des besoins. Il n'existe pas d'analyse du besoin qui s'impose universellement. La conception humaniste indique que "le besoin humain est besoin de reconnaissance mutuelle dans sa nature la plus objective, ce qui implique une référence à une communauté humaine universelle"(5). Pour LALANDE, le "besoin est d'abord l'état d'un être par rapport à ce qui est nécessaire en vue de n'importe quelle fin, soit interne, soit externe, soit qu'il l'ignore, soit qu'il le sache"(6). Cette définition nous paraît encore ambiguë car la "nécessité" semble s'opposer à la "fin" à laquelle elle peut s'appliquer lorsque la fin est ignorée. L'explication marxiste s'inscrit dans l'analyse concrète d'un système économique : "la nécessité de satisfaire des besoins apparaît dans un double aspect dans le fonctionnement du capitalisme. D'un côté la réalisation de la valeur de la production exige l'existence d'une consommation... D'un autre côté, il est nécessaire que la consommation soit aussi reproduction de la force de travail pour continuer à produire, donc qu'elle satisfasse les besoins de cette force de travail. Les besoins semblent donc avoir un rôle déterminant dans le fonctionnement du mode de production capitaliste, exprimé par les liaisons qui s'établissent entre théorie des besoins et théorie de la valeur. Mais ils n'ont ce rôle que parce qu'ils sont des

(4) BROCHIER H : "La planification devant le problème des besoins" in "Planification et Société", P.U.G. 1974.

(5) JOLIF J.Y : "Besoins humains et destin de l'homme". Economie et humanisme. n° 74.1964. p.5.

besoins sociaux"(7). La théorie des besoins constituera l'une des responsabilités fondamentales des économistes contemporains. Elle doit faire intervenir les divergences entre les besoins ressentis par les individus et les besoins "socialement nécessaires" déterminés par les planificateurs ou par un Conseil des Sages. S'il nous fallait provisoirement accepter une définition, sans doute retiendrons nous celle de Chombart de Lauwe ; "du point de vue de la psychologie sociale, le besoin est souvent envisagé comme un état de tension résultant chez un sujet donné de l'écart entre une fin à réaliser et les moyens dont il dispose pour y parvenir"(8). Le besoin se présente alors comme un "manque" fondamental dont la prise de conscience conduit à une action destinée à le supprimer. Si la finalité semble correctement appréhendée lorsqu'on analyse les besoins physiologiques, par contre elle devient moins claire lorsqu'il s'agit de besoins plus élaborés. S'il est possible de cataloguer les besoins physiologiques, une étude de ce type appliquée aux besoins psychologiques conduit à de nombreuses incertitudes difficilement surmontables compte tenu des faiblesses encore criardes de la connaissance intime des hommes. Il apparaît assez nettement qu'une théorie des besoins exige le refus de toutes les barrières disciplinaires, car aucune science ne peut à elle seule la fonder. Il n'est plus possible aujourd'hui de réduire l'analyse des besoins aux résultats des enquêtes d'opinions ou de comportements. "Les théories du besoin invoquent les difficultés de décryptage des enquêtes et continuent impertubablement d'affiner des techniques de manipulation des données qui permettent de faire jouer au couple satisfaction-insatisfaction le rôle qui est en définitive le sien : mesurer les performances du système industriel et accroître le champ d'exercice de l'échange marchand" (9). L'ambiguïté et la polysémie de la notion de besoin conduit de nombreux chercheurs à présenter une classification des besoins intégrant des ordres de priorité. La détermination de besoins fondamentaux (ou vitaux) et de besoins "secondaires" semble fort décriée à l'heure actuelle, mais elle présente l'avantage incomparable de rappeler à ceux qui veulent gommer une telle distinction l'irréductibilité de certains besoins et la nécessité

(6) LALANDE : "Vocabulaire de la philosophie". PUF. 1972. p.111.

(7) MAURINO J.D : "Besoins et aliénation" Cahier CERM. Juin 1972. p.5.

(8) Chombart de Lauwe : "La vie quotidienne de familles ouvrières". CNRS. 1956. p.147.

vitale de la satisfaction de certains besoins."On peut comme on dit tromper sa faim, mais elle insiste : elle n'est pas idéaliste. On critique plus aisément le concept de besoin que la réalité qu'il vise"(10). Il convient alors de distinguer au moins le désir du besoin. Là encore l'unanimité n'existe pas. Pour les uns, le désir est étayé sur les besoins, pour d'autres, le désir est originaire."C'est alors le besoin qui est défini par le manque relatif et déterminé de son propre objet, tandis que le désir apparaît comme ce qui produit le fantasme et le produit lui-même en se détachant de l'objet, mais aussi bien en redoublant le manque, en le portant à l'absolu, en en faisant une incurable insuffisance d'être, un manque-à-être qu'est la vie. D'où la présentation du désir comme étayé sur les besoins, la productivité du désir continuant à se faire sur fond des besoins, et de leur rapport de manque à l'objet"(11). Cette analyse confère aux besoins le rôle essentiel de cause à effet. Les marxistes réfutent en général cette analyse en donnant au désir le rôle originaire. "Le désir est originaire (au sens logique) mais non originel (au sens temporel) : il est à la fois immanent à tout être et contingent selon chaque culture. Son destin est réglé par l'organisation sociale, plus clairement par le système de production et de distribution des besoins..."(12). Pour Attali et Guillaume, le désir "est un besoin à la marge", "c'est la dérivée du besoin qui déborde la norme"(13). Le désir reste originaire, le besoin devient l'acquis définitif du désir."C'est la dynamique du désir qui explique l'accumulation du besoin"(14). Cette conceptualisation nous semble intéressante dans le cadre des pays développés (15) et nous la prendrons provisoirement à notre compte. On peut alors se demander si le désir qui existe dans les pays développés ne provoque pas un gaspillage honteux. Si nous voulons borner notre étude aux seuls besoins physiologiques, la détermination du minimum vital peut être définie par les diététiciens, en termes de calories ou de protéines. Nombreux sont les économistes qui réfutent une telle analyse(16). Nous sommes cependant convaincus

(9) DECOUFLE A.C & SCHWARTZ N: "Planification et prospective des besoins : vers une économie du désir". in "Planification et Société". PUG. 1974. p. 259.

(10) CASTEL R : "Le psychanalisme" Maspero 1973. p.107.

(11) DECOUFLE - SCHWARTZ : Op.Cit. p.268. GUYATTARI-DELEUZE : op.cit. p.33

(12) Ibid. p.289.

(13) ATTALI & GUILLAUME : Op.Cit. p. 142.

(14) Ibid. p.142.

(15) Ce n'est pas forcément vrai dans les pays sous-développés, car dans ce cas, besoin et désir ne forment qu'une seule et

de son utilité profonde, au moins comme révélateur des inégalités auxquelles notre monde commence peu à peu à s'habituer au point de négliger complètement la faim qui tenaille la majorité des habitants de notre planète. Mais ce qui est plus grave, c'est que notre société de croissance ne permettra pas de résoudre ce problème fondamental de l'humanité, car elle n'engendre pas contrairement à ce qui est quasi-unanimement cru, une société d'abondance. "C'est qu'avant d'être une société de production de biens, elle est une société de production de privilèges"(17). Notre société organise la pénurie, la produit même, par une action soutenue sur l'intensité relative des besoins. "Cette pénurie n'a plus le même sens que la pénurie primaire (la rareté des biens) : celle-là pouvait être considérée comme provisoire et elle est en partie résorbée dans nos sociétés, mais la pénurie structurelle qui s'y substitue est, elle, définitive, car elle est systématisée comme fonction de relance et stratégie de pouvoir dans la logique même de l'ordre de la croissance"(18). L'abondance réelle se caractérise par l'imprévoyance et la prodigalité collective, c'est-à-dire par l'absence d'angoisses. Les sociétés primitives, très pauvres connaissaient mieux l'abondance que les sociétés développées, car elles ignoraient ce type d'accumulation qui fonde le pouvoir. Nous ne sommes pas pour autant un prophète des temps révolus, car la faim, le froid, la soif, la maladie, en un mot la survie doit être assurée avec un minimum de souffrances. L'organisation de la société constitue une nécessité et les économistes se doivent de déterminer les moyens destinés à alléger l'homme des contingences matérielles. La science économique se doit de saisir les besoins de façon à créer les biens adéquats. "Aussi la science économique, tant qu'elle n'est pas pervertie, est-elle conjointement science de l'adaptation des ressources terrestres aux besoins humains saisis dans leur renouvellement et dans leur invention au fur et à mesure que s'étend le pouvoir de l'homme sur les choses, et science de la communauté à faire"(19). L'activité économique

même réalité.

(16) A.SAUVY par exemple ne croit guère à ce type d'étude. "Un médecin de l'O.M.S. avait eu naguère l'idée quelque peu diabolique peut-être teintée d'humour, de dresser un menu diététiquement parfait, d'un coût très modeste... On imagine les clameurs que susciterait une telle proposition sur un ton sérieux". (La fin des Riches) p.169. Nombreux sont les hommes qui se satisferaient de ce menu.

naît du besoin, mais elle en modifie considérablement l'intensité relative. Le travail transforme continûment les sociétés et la plupart des économistes supposent que les besoins augmentent avec le développement économique; ils ne prennent d'ailleurs en compte que les besoins solvables et les coûts de l'homme ne sont pas couverts pour une fraction importante de l'humanité. La distribution du revenu national est telle que les besoins les plus intenses ne sont pas toujours solvables, ce qui conduit l'insatisfaction d'un nombre croissant d'individus pour leurs conditions de vie. Le mythe de la croissance amène les gouvernants à croire à l'élimination progressive de la pauvreté et à négliger les inconvénients du gaspillage et des inégalités. Certes, de nombreuses réactions apparaissent ici et là, montrant par exemple que "nous vivons une mutation historique : l'inversion des valeurs économiques dans les pays industrialisés... Demain la télévision, le frigidaire, l'automobile seront dans chaque foyer mais le monde occidental connaîtra une telle pénurie d'air pur, de silence, de verdure que ces biens, jadis inappréciés, seront les plus précieux de notre civilisation"(20).

Il devient urgent de construire une théorie des besoins opérationnelle, car les planificateurs ont besoin de points de repère suffisamment explicites pour agir dans le sens de l'intérêt collectif. (20 Bis) Il est clair qu'une hiérarchie des besoins devra être élaborée si nécessaire, même si la plupart des économistes refutent du haut de leur tour d'ivoire la validité d'une telle approche. L'avantage d'une telle procédure, toutes choses étant égales par ailleurs, réside dans l'expression ex abrupto des besoins concrets de la société et des possibilités de satisfaction dans les années à venir. Bien entendu, cette analyse reste subjective, voire arbitraire, mais elle implique d'abord une réflexion, ensuite une information et enfin une action.

(17) BAUDRILLARD J : "La société de consommation". Gallimard. 10/18. 1970. p.89.

(18) Ibid. p.89.

(19) BARTOLI H : "Science économique et travail". Essais et Travaux université Grenoble. Dalloz. 1957. p.50.

(20) SAINT MARC P: "Socialisation de la nature". Monde Ouvert. Stock. 1975. pp.15 - 16.

(20 Bis) Charles Gide disait : "Mais il faut pourtant, si l'on veut s'y reconnaître marquer à un point la fin et le commencement du circuit.Or, la fin de tout le procès économique, c'est la satisfaction des besoins des hommes" (Principes d'Economie Politique". Sirey.1926. Cf. p. 637-640.

Bibliographie et références

- Attali, J., Guillaume, M. (1974), *L'anti économique*, Presses Universitaires de France, Paris
- Attali, J. (1975), *La Parole et l'outil*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Bartoli, H. (1957), *Science économique et travail*, Dalloz, Paris.
- Baudrillard, J. (1970), *La société de consommation*, Gallimard 10/18.
- Brochier, H. (1974), La planification devant le problème des besoins, in *Planification et société*, Presses Universitaires de France, Paris
- Castel, R. (1973), *Le psychanalisme*, Maspero, Paris.
- Chombart de Lauwe (1956), *La vie quotidienne de familles ouvrières*, CNRS. Paris.
- Commissariat au Plan (1975), *Voies nouvelles pour la croissance*, Comité Piganiol, Paris.
- Decoufle, A.C., Schwartz, N. (1974), Planification et prospective des besoins : vers une économie du désir, in *Planification et société*, Presses Universitaires de France, Paris
- Deleuze, G., Guattari, F. (1975), *L'anti-Œdipe. Capitalisme et schizophrénie*. Les Editions de Minuit.
- Fontanel, J. (1974), *Economie de la publicité*, Thèse Université Sciences Sociales de Grenoble.
- Fontanel, J. (1977), *L'anti publicité*, Diffusion Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (1977) Essai sur l'analyse macroéconomique de la publicité, *Economies et Sociétés, Cahiers de l'ISMEA*, Série HS, n° 22, Mai 1977
- Gide, C. (1926), *Principes d'économie politique*, Sirey, Paris.
- Jolif, J-Y. (1964), *Besoins humains et destin de l'homme*, Economie et humanisme, n°74.
- Lalande, A. (1972), *Vocabulaire de la philosophie*, Presses Universitaires de France, Paris
- Lory, B. (1975), *L'action sociale*, Privat.
- Maurino, J-D. (1972), Besoins et aliénation, *Cahiers CERM*. Juin.
- Meister, A. (1975), *L'inflation créatrice*, Presses Universitaires de France.
- Saint-Marc, P. (1975), *Socialisation de la nature*, Stock, Paris.
- Sauvy, A. (1975), *La fin des riches*, Calmann Levy, Paris..